

Mardi 8 mai 2012

l'étincelle

CTR
Renault
Rueil

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

À nous de jouer maintenant !

Ça y est, c'est terminé pour Sarkozy. Tant mieux ! Hollande est donc élu, mais pour nous, travailleurs, il n'a rien d'un sauveur suprême, et ce n'est d'ailleurs pas du tout le rôle qu'il a voulu jouer dans cette campagne.

Pas un seul instant il n'est situé sur le terrain du monde du travail. Il ne s'est même pas engagé à défaire les contre-réformes de Sarkozy, à commencer par celles des retraites. En affirmant qu'il était le seul candidat « rassembleur », il a surtout tenu à faire comprendre qu'il ne voulait effrayer personne, surtout pas les patrons ou les financiers.

Président rassembleur de qui ? Des licenciés et des licenciés ?

Hollande a commencé par dire dimanche soir qu'il sera « le Président de tous », car « il n'y a pas deux France ». Mais comment être le Président des licenciés et des licenciés, des patrons et de ceux qu'ils exploitent, des riches et de tous ceux qui ont du mal à finir le mois ? En niant l'existence d'une lutte des classes, en se montrant raisonnable, du point de vue des capitalistes, en modérant les dépenses de l'État et en privilégiant le maintien des profits des entreprises et des banques. Une logique dont les peuples grecs et espagnols ont déjà fait les frais, avec d'insupportables plans d'austérité... de gauche.

Pour conserver nos emplois, nous n'avons rien à attendre du nouveau Président, mais tout à attendre de la solidarité et des liens entre travailleurs.

Au vu de ce qui nous attend ici, comme en Grèce ou en Espagne, nous devons nous préparer... à nous bagarrer. De nombreux plans de licenciements ou de fermetures d'entreprises avaient déjà été annoncés avant l'échéance électorale, comme à Air France, mais il est prévisible qu'une fois les élections passées, d'autres se feront connaître.

Les syndicats de PSA, puis récemment ceux de Carrefour, ont mis les pieds dans le plat en révélant des projets de licenciements qui n'auraient pas dû transpirer avant. À Carrefour, 3 000 à 4 000 licenciements sont prévus depuis des semaines dans le plus grand secret. Il a fallu l'indiscrétion de quelques cadres syndiqués pour que ce plan paraisse au grand

jour. Mais les patrons de PSA et Carrefour ne sont certainement pas les seuls à avoir fait ce calcul.

N'imaginons pas un seul instant Hollande taper du poing sur la table pour interdire aux patrons les licenciements ! En revanche, une coordination des travailleurs de toutes les entreprises menacées n'aurait rien d'utopique. Et l'interdiction des licenciements, cette mesure de sauvegarde du monde du travail, pourrait enfin passer dans les faits.

Mêmes patrons voyous, même combat !

Nous sommes tous, ouvriers, techniciens, employés, de tous les secteurs de l'économie, confrontés aux mêmes problèmes, aux mêmes craintes pour notre avenir. Il est vital pour nous de ne pas rester isolés et d'établir à chaque fois que l'occasion se présente le contact avec les autres salariés. Des initiatives comme celle toute récente, entre autres, des syndicats de Goodyear Amiens, peuvent servir de jalon pour préparer ce « tous ensemble » : vendredi dernier, des délégations de PSA Aulnay, des 3 Suisses, de Faurecia, sont venues à leur invitation soutenir un rassemblement de plusieurs centaines de travailleurs de Goodyear devant leur entreprise, en lutte contre la fermeture depuis quatre ans. Pour entendre un message qui nous concerne tous : tous ceux qui sont menacés de licenciements ou de fermeture doivent se regrouper. Mêmes patrons voyous, même combat !

Ce troisième tour social n'a rien à voir avec l'échéance des législatives, mais il sera décisif. Le climat social peut, et doit changer.

Ce n'est pas à nous de payer leur crise. Les capitalistes ne cessent de se plaindre du « coût du travail », mais c'est ce travail qui est la source de leurs profits. C'est pourquoi seule notre colère mettra un coup d'arrêt à leurs attaques.

Le temps c'est de l'argent

Cette année, les Augmentations Individuelles (AI) ont été annoncées à partir du 20 avril au lieu du 1^{er}. Et les cadres ne la toucheront qu'en juillet. Autant de gagné pour la direction, autant de moins sur la paye. Auparavant les AI étaient versées en janvier. Bientôt, elles seront annoncées en juillet, versées en fin d'année ... et en plusieurs fois comme les AGS.

AI : Arnaque Intégrale

De nombreux ETAM n'ont eu aucune AI (préconisation 50%), les autres en majorité 1%. Côté cadres, ce n'est pas mieux : beaucoup ont 1,5%, soit en dessous des AGS (préconisation direction 30%). Certains ont même 0 % sous prétexte qu'ils seraient déjà trop payés ! Pourtant le salaire élevé de Ghosn ne l'empêche pas de toucher un sacré bonus.

Une Augmentation Générale de Salaire (AGS) de 300 € pour tous, APR, ETAM et cadres : ce serait une mesure de justice sociale.

Le sale air de Ghosn

Lors de l'Assemblée générale des actionnaires, le 27 avril dernier, le PDG a été interpellé par un petit actionnaire ancien salarié : l'impertinent, applaudi 3 fois par la salle, a dénoncé le niveau de la rémunération de Ghosn et lui a demandé de « *restituer l'argent détourné de l'entreprise* ».

Ghosn, mal à l'aise, a voulu passer à la question suivante sans répondre, ce qui n'a pas plu à la salle. Il a alors transmis la patate chaude à son ami Ladreit de Lacharrière : c'est vrai qu'il s'y connaît en bonus.

Arcelor roule sur l'or

92 millions de tonnes d'acier brut produites contre 91 l'année précédente, un produit des ventes de 94 millions de dollars contre 78. Tous les chiffres publiés par ArcelorMittal sur 2011 sont en hausse.

Ce qui ne l'empêche pas de prévoir de nouvelles fermetures et de prolonger l'arrêt des hauts fourneaux à Florange. Ce qui, avec la revente des droits à polluer (quotas de CO2) et le paiement des salaires par l'État (dispositif de chômage partiel), cela s'avère très rentable ! Tout est bon pour accroître les bénéfices d'un groupe mondial parmi les plus puissants.

De l'argent, il y en a

En 2008, il y avait en France 13 000 personnes dont les revenus annuels déclarés dépassaient 500 000 euros, soit 84 % de plus qu'en 2004. Selon l'Insee, ces quelques très riches ont vu leurs revenus augmenter six fois plus que le reste de la population.

Les amis du président

Marc Ladreit de Lacharrière : PDG et propriétaire de Fimalac (agence de notation Fitch). Rémunération 2011 : 1,8 millions d'€. 71^{ème} fortune française. Jean-Pierre Garnier : président de NormOxys, administrateur d'United Technology. Rémunération 2009 : 4,4 millions d'euros. Thierry Desmarest : administrateur d'Air Liquide, Sanofi-Aventis, Bombardier, Total (ex-PDG). Rémunération 2009 : 2 millions d'euros. Alain Belda : membre de la direction du géant financier Citigroup et d'IBM. Son dernier salaire comme PDG d'Alcoa en 2007 : 8,5 millions d'euros.

Leur point commun ? Ils forment le Comité des rémunérations de Renault qui fixe le salaire des cadres dirigeants. C'est lui qui a décidé d'allouer à Ghosn une prime de 1,6 millions d'euros (130 % de sa part fixe) et 200 000 stock-options représentant un gain potentiel de 1,48 millions d'euros. Des « petits » cadeaux qui entretiennent l'amitié...

L'éthique des affaires

Mouna Sepehri serait, selon Le Figaro, « *la femme qui monte* ». Cette avocate d'affaires proche de Ghosn occupe entre autres fonctions chez Renault, la présidence du comité d'éthique. Déjà membre du conseil d'administration de Renault et de Nexans, elle vient d'être nommée administratrice du groupe Danone par son PDG Franck Riboud, lui-même administrateur de Renault. De quoi renforcer un sens de l'éthique tout à fait indépendant.

Comment gâcher une fête

Le 21 juin, jour de la fête de la musique, les salariés du Technocentre, d'Aubevoye, de Rueil, Lady, Villiers et du Siège auront le privilège de participer à un grand concert de pipeau : le retour de la Journée de l'Équipe. Cette année, le directeur des Etablissements d'Ile de France « *propose un partage autour du thème de la fierté de l'équipe* ». Prière de laisser sa fiche de paye au placard.

Espérance de vie avec ou sans exploitation

Selon l'Institut national des études démographiques (Ined), l'espérance de vie continue d'augmenter... mais l'espérance de vie « en bonne santé » diminue : de 2008 à 2010, elle a baissé de presque un an, pour tomber à 63,5 ans pour les femmes et 61,9 ans pour les hommes, avec des différences selon le milieu social.

Ces chiffres témoignent des conditions de travail de plus en plus dures et usantes. C'est de ces chiffres là qu'il faut tenir compte pour l'âge de départ en retraite.